



EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU 28 SEPTEMBRE 2026 A 19H30

Le 28 septembre 2026, le conseil municipal de Sainte-Geneviève-des-Bois, régulièrement convoqué le 22 septembre 2026 conformément aux articles L 2121.10 et L 2121.12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni à la Mairie, salle du conseil municipal, sous la présidence de Monsieur Frédéric PETITTA, Maire.

Etaient présents :

Frédéric PETITTA, Nathalie VASSEUR, Jean-Pierre VIMARD, Sarah BENHAMMOU, , Alice SEBBAG, Amir BEN MERZOU, Philippe ROGER Nadia CARCASSET, Héritier LUNDA, Karine FARINA, Marc LE MEUR, Laurence BELAIGUES, Philippe DECOMBLE, Maria DE JESUS, Mohammed ZAOUI, Michelle BOUCHON, José MARTINS, Patricia BARTOLI, Brahim OUAREM, Cathy DA MOTA, Jacques BOULANGER, Franck CHAUVEAU, Florence ROGER, Marie-Eve HODGI, Emmanuel GAPAILLARD, Bertrand PUARD, Sébastien CHAMBRY, Stéphanie DALMASSO, Adrien FRANCISCO, Julie FERRÉ, Mickael AMAND, Franck PHILIPPE, Marie-Noëlle ROLLY, Dimitri GORGE-BERNAT, Ivan CARRENO, Tahamout BENKHETTACHE.

Lesquels forment la majorité des membres en exercice du Conseil municipal et peuvent valablement délibérer aux termes de l'article 2121.17 du code du texte précité.

Excusés ayant donné pouvoir :

Naïma FERROUDJI (pouvoir à Jean-Pierre VIMARD), Raymonde BLÉCOURT (pouvoir à Sarah BEN HAMMOU), Mélanie SCHLATTER (pouvoir à Marie-Noëlle ROLLY)

Absents Excusés :

Nombre de membres
composant le conseil : 39

en exercice : 39

présents : 36

représentés : 3

absents : 0

Frédéric PETITTA, Maire, ayant procédé à l'appel nominal, déclare la séance ouverte

Alice SEBBAG est élue secrétaire.

CONSEIL MUNICIPAL DU 28 SEPTEMBRE 2026

Délibération n° 26-140

DGST : Corinne MICHEL

Service : Habitat Hygiène et Salubrité

Affaire suivie par VERANI Chloe

CONVENTION D'AIDE AU REDRESSEMENT DE LA COPROPRIÉTÉ ROSENBERG

LE CONSEIL MUNICIPAL

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU la délibération n° CP 2026-150 du 26 juin 2026 de la Commission permanente du Conseil régional d'Île-de-France attribuant le label « Copropriété en Difficulté Soutenue par la Région » (CDSR) à la copropriété Rosenberg située 1 à 7 rue Ethel et Julius Rosenberg à Sainte-Geneviève-des-Bois l'article ;

VU le projet de convention d'aide au redressement de la copropriété Rosenberg (label n° 2026159CDSR9170001) à conclure entre la Région Île-de-France, la Ville de Sainte-Geneviève-des-Bois, Cœur d'Essonne Agglomération et le syndicat des copropriétaires ;

VU l'avis de la commission Aménagement, Cadre de vie, Ecologie, Commerces et Développement Économique réunie le 15 septembre 2026 ;

VU la convention annexée ;

CONSIDÉRANT Que la copropriété Rosenberg fait l'objet d'un accompagnement dans le cadre de l'OPAH Copropriétés Dégradées pilotée par Cœur d'Essonne Agglomération ;

CONSIDÉRANT que cette copropriété présente des besoins importants de réhabilitation et de rénovation énergétique, pour un programme de travaux estimé à 1 714 609 € TTC permettant un gain énergétique prévisionnel de 46 % ;

CONSIDÉRANT que l'attribution du label CDSR ouvre droit à des aides régionales prévisionnelles estimées à 232 434 € ainsi qu'à des financements complémentaires mobilisables auprès des autres partenaires ;

CONSIDÉRANT que la convention a pour objet de formaliser les engagements respectifs de la Région Île-de-France, de la Ville de Sainte-Geneviève-des-Bois, de Cœur d'Essonne Agglomération et du syndicat des copropriétaires dans le cadre du redressement de cette copropriété ;

CONSIDÉRANT que la Ville s'engage notamment à participer au pilotage du projet et à accompagner les actions favorisant le redressement et la rénovation de la copropriété.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ

APPROUVE les termes de la convention d'aide au redressement de la copropriété Rosenberg (label CDSR n° 2026159CDSR9170001) à conclure avec la Région Île-de-France, Cœur d'Essonne Agglomération et le syndicat des copropriétaires de la résidence Rosenberg.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer ladite convention ainsi que tous documents afférents à son exécution.

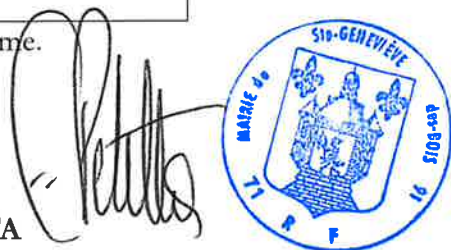
VOTE

Pour : 39

Contre :

Abstention :

Pour extrait conforme.



Frédéric PETITTA

Maire de Sainte-Geneviève-des-Bois

Président de Cœur d'Essonne Agglomération

Le présent acte peut, dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa publication ou de sa notification, faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Versailles ou, dans le même délai, d'un recours gracieux auprès du maire. L'absence de réponse du maire dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet. La décision explicite ou implicite au recours gracieux peut, dans un délai de deux mois, faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Versailles. Le Tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr ou par voie postale ou directement au bureau du greffe de la juridiction (56 avenue de Saint-Cloud, 78000 Versailles).